



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7, rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 28/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FERLUX SAS**

24 avenue d'Aubière  
63800 Cournon-d'Auvergne

Références : 20240521-RAP\_63-0512\_InspectionFERLUX\_PPC  
Code AIOT : 0016300262

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement FERLUX SAS implanté 24, avenue d'Aubière 63800 Cournon-d'Auvergne. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du PPC sur la thématique du risque incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERLUX SAS
- 24, avenue d'Aubière 63800 Cournon-d'Auvergne
- Code AIOT : 0016300262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

L'activité de l'entreprise consiste à fabriquer des API (Active Pharmaceutical Ingredient) à destination du groupe BIOCDEX, c'est un intermédiaire pour l'industrie pharmaceutique.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article 4331 D	Sans objet
3	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
4	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	Sans objet
5	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	Sans objet
6	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque incendie est globalement bien suivi et maîtrisé par l'exploitant. L'IIC attend néanmoins la transmission de l'analyse de la non-conformité figurant dans le rapport 2023 relatif aux extincteurs.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Etat des stocks de produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2005, article 4331 D
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme :</b></p> <p>Le stock d'Éthanol est suivi par l'exploitant. Ce dernier dispose de 3 cuves de stockage avec présence de jauges sur les cuves lisibles directement sur site.</p> <p>Il tient également à jour un fichier de suivi, au 23/02/2024 : il y a 30306 litres d'éthanol présents sur le site, sachant qu'il utilise 3600 litres par lot de production.</p> <p>Un bilan est fait toutes les semaines.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Moyens de lutte incendie – extincteurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant nous a montré un plan des moyens de lutte contre l'incendie et lors de la visite les extincteurs étaient bien présents et accessibles.</p> <p>L'exploitant a bien fait vérifier ses extincteurs. Il nous a présenté en séance le rapport d'intervention de la société Chubb du 26/09/2023. Il a réalisé les actions nécessaires relevées dans le rapport. Cependant sur la première page du rapport, il est noté "Zone de l'usine non conforme à la réglementation APSAD" sans que l'exploitant puisse nous expliquer cette mention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En lien avec son prestataire, l'exploitant devra transmettre à l'IIC <b>sous 3 mois</b> une analyse du rapport d'extinction en explicitant la non-conformité qui y figure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 3 mois

**N° 3 : Moyens de lutte incendie – entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b>  e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> L'exploitant vérifie annuellement ses moyens de lutte contre l'incendie (Détections, extincteurs, sprinklers, RIA). Il nous a également présenté le rapport de pesée du poteau incendie du 29/04/2009 présent sur le site FERLUX, ce dernier est bien conforme aux attentes (Pression : 6.3 bars, Dmax : 89 m3/h, D1bar : 82 m3/h). L'autre poteau incendie disponible à proximité du site est installé dans la rue de l'Industrie. Un contrôle des poteaux est prévu en 2024 en lien avec le SDIS.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Bassin de confinement (ou dispositif équivalent) pour recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Dimensionnement justifié dans le dossier d'autorisation
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> Lorsque l'obturateur est fermé, les eaux sont confinées dans le sous-sol qui a une capacité de 405 m3 de rétention.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Confinement des eaux incendie – organes de commande**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.</p>
<b>Constats :</b>  <p><b>Conforme :</b>            En cas d'incendie, nous avons pu constater que le système de fermeture de déversement des eaux usées dans la STEP situé en bordure de site et du domaine publique, est disponible et facile d'accès.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Confinement des eaux incendie – consignes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.            Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p>
<b>Constats :</b>  <p><b>Conforme :</b>            Les consignes d'évacuation du site et les consignes en cas d'incendie sont affichées sur le tableau à l'entrée du site. Un système de badgeage est également mis en place afin de s'assurer de l'évacuation de tout le personnel en cas d'incendie. Le point de rassemblement est indiqué sur le plan du site mais le pictogramme n'est plus très visible.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite